

CONVENTION

Vu le Code des transports, en particulier les articles L.3111-7 et L.3111-9 ; Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier les articles L.1111-8 et R.1111-1 ; Vu la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du approuvant le principe de la délégation d'une partie de la compétence d'organisation des transports scolaires, afin de confier aux communes du territoire métropolitain l'information des familles et l'instruction des dossiers d'inscription Vu la délibération du conseil municipal de la Commune de en date du 2018, approuvant le principe de la délégation d'une partie de la compétence d'organisation des transports scolaires

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence Représentée par Monsieur , Délégué aux Transports, en application de la délibération n° en date du

ci-après dénommée, "la Métropole" ou "l'organisateur principal "

Et

La Commune de Représentée par Monsieur , Maire En application de la délibération n° en date du

ci-après dénommé " la Commune "ou « l'organisateur local »

PREAMBULE

En application de l'article L1231-1 du Code des Transports la Métropole Aix-MarseilleProvence, est l'autorité compétente pour organiser la mobilité sur son ressort territorial. A ce titre, en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité elle détient la compétence d'organisation des transports scolaires.

Dans le cadre de cette organisation, elle peut déléguer à des autorités organisatrices de second rang (ou organisateurs locaux) tout ou partie de cette compétence, sur le fondement de l'article L.3111-9 du code des transports.

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention porte sur le rôle de la commune dans la gestion de proximité du transport scolaire.

A ce titre, la Métropole confie à la Commune, l'information des familles et l'instruction des dossiers de demande de transports scolaires des élèves habitant son territoire.

En raison de sa connaissance détaillée des réalités de son territoire, la Métropole, par la présente, confie, également à la Commune de Cadolive, la mise en œuvre du transport scolaire, sous le contrôle et la responsabilité de la métropole.

Les rôles respectifs de la Métropole et de la Commune sont détaillés à l'article 3.

ARTICLE II : DUREE

La présente convention est applicable à compter de la rentrée scolaire 2020 2021, pour une durée de 5 ans.

Elle est reconductible pour les 5 années suivantes, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois avant l'expiration l'année scolaire en cours. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE III : MISSIONS RESPECTIVES DES PARTIES

III.1. MISSION DE LA METROPOLE :

II.1.1 - Mission générale :

Dans le cadre de la législation en vigueur, la Métropole fixe les orientations générales de sa politique en matière de transports scolaires : régime juridique, régime tarifaire des contrats, règles prévalant en matière de choix des titulaires des marchés de transports, de qualité des services, de leur accès aux usagers, de leur prise en charge financière, ou de la participation à leur coût ainsi que les règles de sécurité. Elle définit le Règlement des Transports Scolaires.

Elle fixe, en concertation avec la Commune, les itinéraires des dessertes, les points d'arrêt et les moyens matériels et financiers mis en œuvre.

II.1.2 Ayants-droits

La Métropole définit les critères d'accès des élèves aux services à titre principal scolaire(SATPS) et aux lignes régulières. Ces critères sont portés à la connaissance de la Commune afin qu'elle puisse assurer ses missions.

II.1.3- Organisation des services réservés aux élèves

Définition des services : La Métropole a en charge la définition des solutions d'organisation adaptées pour assurer le transport des élèves. Dans ce cadre, elle définit en concertation avec la commune de Cadolive la consistance des services de transports réservés aux élèves à mettre en place en complément des lignes régulières ouvertes au public.

Modification des services : la décision de modification du service est du ressort de la Métropole en concertation avec la commune de Cadolive. La fermeture d'un service est prononcée par la Métropole en collaboration avec la commune.

Toutefois, la Métropole se réserve le droit de fermer un service dans les cas suivants :

- Nombre d'élèves insuffisant,
- Non-respect de la convention liant la commune à la Métropole,
- Non-respect de ses obligations légales notamment en matière de sécurité et de législation sociale.

Contrôles : La Métropole se réserve le droit d'exercer des contrôles à bord des véhicules concernant le respect des dispositions relatives notamment à la sécurité et à la qualité des prestations effectuées et le contrôle des titres. Les contrôles peuvent être effectués par des agents de la Métropole ou mandatés par elle et par les titulaires des marchés. La Métropole informe la Commune des résultats de ces contrôles.

II.1.4- Indemnités et autres prises en charge

La Métropole définit la politique tarifaire. Il convient dès lors de se référer au Règlement des transports scolaires voté par la Métropole Aix-Marseille-Provence

II.2. MISSION DE LA COMMUNE

1. Caractéristiques générales de la mission de l'organisateur local

La mission de la Commune s'exerce dans le cadre général adopté par la Métropole pour l'organisation et la mise en œuvre du transport scolaire, notamment : - les règles générales et d'organisation des services, - les règles d'accès aux services réservés aux scolaires, - les modalités de reversement, - les règles de sécurité, - l'information de la Métropole des difficultés et de tout incident rencontré lors de l'exécution du service.

Les principaux éléments correspondants, en vigueur à la date de signature de la présente convention, sont mentionnés dans le Règlement des Transports Scolaires de la Métropole Aix Marseille Provence. Ils peuvent être modifiés par la Métropole, qui en informe la Commune.

La Commune est le relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissements scolaires, parents d'élèves...) dans son effort d'optimisation des services de transport, notamment pour favoriser l'harmonisation des horaires de fonctionnement des établissements scolaires.

2. Rôle de l'organisateur local dans les relations avec les usagers.

Hormis les inscriptions en ligne effectuées par les familles sur le site WEB de la Métropole, la Commune est chargée de procéder à l'inscription des élèves. La commune doit donc :

- Informer les familles des critères d'accès aux services de transports scolaires et des règles de participation financière des organisateurs ;
- Informer les familles alternativement des différentes possibilités de transport vers les établissements scolaires où sont inscrits les élèves, des indemnités prévues dans le cas d'élèves internes ou ne pouvant utiliser un transport collectif ou de la prise en charge de titres de transport (réseaux urbains, .) ;
- Saisir le cas échéant le dossier d'inscription sur le logiciel « Pégase » mis à disposition par la Métropole.

Dans le cas où l'inscription de la famille s'est effectuée sur le site WEB de la Métropole ou en agence, la participation éventuelle de la commune qui a été déduite lors du paiement en ligne de la famille devra être reversée à la Métropole.

- Un état récapitulatif sera envoyé à la commune par le service de l'administration scolaire pour validation et l'émission d'un titre de recettes par le service des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; Le cas échéant, la Commune applique, à l'encontre des usagers, les mesures d'exclusion temporaire éventuellement nécessaires pour assurer la sécurité des transports ou la conservation des biens.

3. Rôle de l'organisateur local vis-à-vis des accompagnateurs

Les modalités d'organisation et de prise en charge des accompagnateurs par la commune et pour le transport des élèves de maternelle restent inchangées.

ARTICLE III : ASSURANCES

Pour couvrir la responsabilité civile des personnes transportées liée à ses missions, la commune est invitée à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile, de son fait et de celui de son personnel salarié, en raison de dommages causés à des tiers, au conducteur du véhicule et aux personnes transportés. La garantie « recours et défense juridique » sera normalement incluse dans son assurance.

ARTICLE IV FINANCEMENT DU SERVICE

La Métropole versera une participation annuelle fixée à 9 900 €TTC (valeur 2019).

Les versements effectués par la Métropole en fonction d'une base chiffrée seront indexés selon la formule suivante :

Cette valeur sera actualisée le 1^{er} septembre de chaque année en appliquant l'évolution de l'indice des prix à la consommation « services transports » - FSD1 « Frais et services divers – Modèle de référence 1 selon la formule suivante :

$$VRT_n = VRT_o \times (\text{Indice } T_n / \text{Indice } T_o)$$

VRT_n = participation pour l'année n

VRT_o = participation en valeur année de référence (année 2019)

T_n = valeur de l'indice pour le mois de septembre de l'année n

T_o = valeur de l'indice pour le mois d'octobre de l'année 2019 soit 133,5

Le versement sera effectué annuellement.

ARTICLE V : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par accord des parties. Dans ce cas, elles conviennent ensemble d'une date de fin.

La présente convention peut également être résiliée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois avant l'expiration de l'année scolaire en cours. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il est entendu que, dans l'éventualité d'une dénonciation, chaque partie continuera à faire face jusqu'à leur échéance (fin de l'année scolaire en cours) aux obligations résultant de l'organisation des services faisant l'objet de la présente convention.

La non-reconduction de la convention n'ouvrira droit à aucune indemnité à la charge de l'une ou l'autre des parties

Fait à Marseille, le

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le Délégué aux Transports,

Pour la Commune de

Le Maire

Annexe n° 1 : Consistance du service

Etablissements desservis : Ecoles publiques primaire et maternelle de Cadolive

Jours de fonctionnement : matin et soir, lundi, mardi, jeudi et vendredi

Nombre d'élèves prévus : (chiffres de l'année scolaire 2019/2020)

220 élèves scolarisés dont 123 en primaires et 97 en maternelles

Environ 25 élèves de classes primaires et 10 élèves de maternelles inscrits au service

La Commune communique à la Métropole à chaque début d'année scolaire, le nombre d'élèves de primaire et de maternelle inscrits respectivement au service de transport et informe la Métropole de toute évolution en cours d'année.

Matériel utilisé : Propriétaire Commune de Cadolive

N° immatriculation	Constructeur	Date de mise en circulation	Nb de places assises	Lieu de remisage
AY – 210 - EF	FIAT	09/08/2010	15 +1	Garage Services techniques Rue de la bastide
DT – 309 – VK	IVECO	03/08/2015	30 +1	

La commune est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules et installation s'y rapportant ; Elle signale à la Métropole tout changement de véhicules.

Conducteurs : 2 agents de la commune de Cadolive habilités pour le transport de voyageurs.

Circuits :

1^{er} circuit : Quartier Saint Joseph - fait avec Véhicule Iveco –

Longueur : 3km +2,25 km HLP

Départ : 8h00 abri bus Chemin du Stade Départ 16h35 Ecole

Arrivée : 8h 25 Ecole Arrivée : 17h00 Chemin du stade

2^{ème} Circuit : Quartier Ortolan – fait avec Véhicule Fiat -

Longueur – 6,5 km +2,250 km HLP

Départ : 8h05 arrêt Galice Départ : 16h35 Ecole

Arrivée : 8h25 Ecole Arrivée : 16h55 Arrêt Galice

Procédure mise en place pour la prise en charge des élèves à bord

- La liste des enfants à transporter est donnée par la Commune chaque matin à chaque chauffeur pour la journée par le secrétariat
- La liste est également donnée à chaque employée des écoles par classe

Les assistantes maternelles avec le Directeur des services techniques accompagnent le soir tous les enfants au bus en positionnant une personne devant et une personne derrière pour encadrer les enfants

Si le soir, les parents ou les personnes disposées à récupérer l'enfant ne sont pas présents à l'arrêt, le chauffeur doit garder l'enfant dans le bus, et téléphoner au directeur des services techniques qui doit joindre la famille de l'enfant